

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00535]

8 MAI 2013. — Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et modifiant la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses II (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

Art. 2. Dans l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 15 mars 2012, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, le recours en annulation visé au § 2 est ouvert contre :

1° la décision de non prise en considération visée à l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 2°;

2° la décision de non prise en considération visée à l'article 57/6/1, alinéa 1^{er};

3° la décision de non prise en considération visée à l'article 57/6/2;

4° la décision de non prise en considération visée à l'article 57/6/3;

5° la décision qui fait application de l'article 52, § 2, 3° à 5°, § 3, 3°, § 4, 3°, ou de l'article 57/10. »

Art. 3. L'article 39/3 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 39/3. A l'initiative du premier président, un rapport d'activité dont les modalités peuvent être fixées par le Roi, est rédigé et publié annuellement. »

Art. 4. Dans l'article 39/6, § 3, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les mots « ou en vue du développement du droit » sont insérés entre les mots « afin d'assurer l'unité de jurisprudence dans la chambre » et les mots « , une affaire doit être traitée ».

Art. 5. Dans l'article 39/8 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 6. À l'article 39/10, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° lorsque le président de chambre l'estime nécessaire afin d'assurer l'unité de la jurisprudence ou le développement du droit. »

2° le 3° est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 39/12, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les mots « que, pour garantir l'unité de la jurisprudence, une affaire doit être traitée par l'assemblée générale » sont remplacés par les mots « qu'il est nécessaire, en vue de l'unité de la jurisprudence ou du développement du droit, qu'une affaire soit traitée par l'assemblée générale ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00535]

8 MEI 2013. — Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen II (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

Art. 2. In artikel 39/2, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 15 maart 2012, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« In afwijking van het tweede lid, staat het in § 2 bedoelde annulatieberoep open tegen :

1° de in artikel 57/6, eerste lid, 2° bedoelde beslissing tot niet-overwegingneming;

2° de in artikel 57/6/1, eerste lid, bedoelde beslissing tot niet-overwegingneming;

3° de in artikel 57/6/2 bedoelde beslissing tot niet-overwegingneming;

4° de in artikel 57/6/3 bedoelde beslissing tot niet-overwegingneming;

5° de beslissing die toepassing maakt van artikel 52, § 2, 3° tot 5°, § 3, 3°, § 4, 3° of van artikel 57/10. »

Art. 3. Artikel 39/3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 39/3. Jaarlijks wordt op initiatief van de eerste voorzitter een activiteitsverslag opgemaakt en bekendgemaakt waarvan de nadere regels kunnen bepaald worden door de Koning. »

Art. 4. In artikel 39/6, § 3, derde lid van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de woorden « of met het oog op de rechtsontwikkeling » ingevoegd tussen de woorden « om de eenheid van de rechtspraak in de kamer te verzekeren » en de woorden « , een zaak met drie rechters ».

Art. 5. In artikel 39/8 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 6. In artikel 39/10, tweede lid van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° wanneer de kamervoorzitter het noodzakelijk acht om de eenheid van de rechtspraak of de rechtsontwikkeling te verzekeren. »

2° het 3° wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 39/12, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de woorden « , om de eenheid van de rechtspraak te verzekeren, een zaak door de algemene vergadering behandeld dient te worden » vervangen door de woorden « het noodzakelijk is met het oog op de eenheid van de rechtspraak of de rechtsontwikkeling dat een zaak door de algemene vergadering behandeld wordt ».

Art. 8. A l'article 39/18 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « Au besoin et notamment à la demande de l'une des parties, il est fait appel à un traducteur » sont remplacés par les mots « Sauf dans le cas où le régime linguistique prévu à l'article 51/4, § 3, est d'application et où la partie requérante a indiqué, lors de sa demande d'asile, qu'elle n'a pas besoin de l'assistance d'un interprète, elle peut demander l'assistance d'un interprète à l'audience » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sauf dans le cas où la partie requérante est assistée d'un interprète conformément à l'alinéa 2, elle doit, si l'article 51/4 est d'application, utiliser la langue de la procédure déterminée conformément à la disposition précitée pour ses remarques orales à l'audience. »

Art. 9. L'article 39/27 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 6 mai 2009, est abrogé.

Art. 10. A l'article 39/57 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par les lois du 6 mai 2009 et du 29 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots « à l'article 74/8 » sont remplacés par les mots « aux articles 74/8 et 74/9 » ;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, 4°, les mots « ou par toute autre voie de notification autorisée par la présente loi et non prévue dans le présent alinéa » sont insérés entre les mots « par télécopieur » et les mots « , le premier jour ».

Art. 11. A l'article 39/57-1, de la même loi, inséré par la loi du 29 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Si une partie a élu domicile chez un avocat, ces envois peuvent également se faire par courrier électronique à l'adresse que l'avocat a utilisée pour l'envoi de la copie visée à l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 3, 7°, à moins que l'avocat ait indiqué expressément une autre adresse électronique à cet effet. » ;

2° dans l'alinéa 4, les mots « ou par télécopie. » sont remplacés par les mots « par télécopie, ou à l'adresse électronique du ministre ou de son délégué. »

Art. 12. L'article 39/58 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 39/58. À l'exception des autorités administratives belges, toute partie à une procédure élit domicile en Belgique dans le premier acte de procédure qu'elle accomplit, sans préjudice de l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 7.

Toutes notifications, communications et convocations du greffe, sont valablement faites au domicile élu.

Cette élection de domicile vaut pour tout acte de procédure subséquent.

Toute modification de domicile élu doit être expressément formulée et communiquée séparément pour chaque recours par envoi recommandé au greffier en chef, en indiquant la référence complète du numéro de rôle du recours concerné par la modification.

En cas de décès d'une partie, et sauf reprise d'instance, toutes communications et notifications émanant du Conseil sont valablement faites au domicile élu du défunt aux ayants droit collectivement, et sans désignation des noms et qualités. »

Art. 13. Dans le Titre *Ibis*, chapitre 5, section 1^{re} de la même loi, il est inséré un article 39/68-2 rédigé comme suit :

« Art. 39/68-2. Lorsqu'une partie requérante a introduit plusieurs requêtes recevables à l'encontre du même acte attaqué, ces recours sont joints d'office. Dans ce cas, le Conseil statue sur la base de la dernière requête introduite, à moins que la partie requérante n'indique expressément au Conseil, au plus tard à l'audience, la requête sur la base de laquelle il doit statuer. La partie requérante est réputée se désister des autres requêtes introduites.

S'il s'agit d'un recours collectif, le Conseil statue sur la base de la dernière requête introduite, à moins que toutes les parties requérantes n'indiquent expressément et collectivement au Conseil, au plus tard à l'audience, la requête sur la base de laquelle il doit statuer. Les parties

Art. 8. In artikel 39/18 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Zo nodig, en inzonderheid op verzoek van een der partijen, wordt beroep gedaan op een vertaler » vervangen door de woorden « Behoudens in het geval de in artikel 51/4, § 3 voorziene taalregeling van toepassing is en de verzoekende partij bij haar asielaanvraag heeft aangegeven geen hulp van een tolk nodig te hebben, kan zij om de bijstand van een tolk ter terechtzitting verzoeken » ;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Behoudens in het geval de verzoekende partij, overeenkomstig het tweede lid, bijgestaan wordt door een tolk, dient zij, indien artikel 51/4 van toepassing is, de overeenkomstig voormelde bepaling vastgestelde proceduretaal te gebruiken voor haar mondelinge toelichtingen ter terechtzitting. »

Art. 9. Artikel 39/27 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 39/57, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wetten van 6 mei 2009 en 29 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « artikel 74/8 » vervangen door de woorden « de artikelen 74/8 en 74/9 » ;

2° in § 2, eerste lid, 4°, worden de woorden « of bij elke andere bij deze wet toegelaten en niet in dit lid voorziene betekeniswijze » ingevoegd tussen de woorden « per fax » en de woorden « , vanaf de eerste dag ».

Art. 11. In artikel 39/57-1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 29 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Indien een partij woonplaats heeft gekozen bij een advocaat, mogen deze verzendingen ook geschieden per elektronische post op het adres dat de advocaat heeft gebruikt voor het toezenden van het in artikel 39/69, § 1, derde lid, 7°, bedoelde afschrift, tenzij de advocaat uitdrukkelijk een ander elektronisch adres hiertoe heeft opgegeven. » ;

2° in het vierde lid worden de woorden « of per fax. » vervangen door de woorden « per fax, of op het elektronisch adres van de minister of zijn gemachtigde. »

Art. 12. Artikel 39/58 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 39/58. Onverminderd artikel 39/69, § 1, zevende lid, kiest elke partij in een procedure, met uitzondering van de Belgische administratieve overheden, in haar eerste proceshandeling woonplaats in België.

Alle kennisgevingen, mededelingen en oproepingen door de griffie worden rechtsgeldig op de gekozen woonplaats gedaan.

Die woonplaatskeuze geldt voor alle daaropvolgende proceshandelingen.

Elke wijziging van de gekozen woonplaats moet uitdrukkelijk worden geformuleerd en voor elk beroep afzonderlijk en bij aangetekende zending ter kennis gebracht van de hoofdgriffier, met vermelding van het volledige rolnummer van het beroep waarop de wijziging betrekking heeft.

Bij overlijden van een partij, en behalve bij hervatting van het geding, worden alle mededelingen en kennisgevingen van de Raad rechtsgeldig gedaan op de gekozen woonplaats van de overledene ter attentie van de gezamenlijke rechtverkrijgenden, zonder vermelding van de namen en hoedanigheden. »

Art. 13. In Titel *Ibis*, Hoofdstuk 5, afdeling I, van dezelfde wet wordt een artikel 39/68-2 ingevoegd, luidende :

« Art. 39/68-2. Indien een verzoekende partij meerdere ontvankelijke verzoekschriften heeft ingediend tegen dezelfde bestreden beslissing dan worden deze beroepen van rechtswege gevoegd. In dit geval oordeelt de Raad op grond van het als laatste ingediende verzoekschrift, tenzij de verzoekende partij uitdrukkelijk aan de Raad en ten laatste ter terechtzitting, het verzoekschrift aanduidt op grond waarvan hij dient te oordelen. De verzoekende partij wordt geacht afstand te doen van de overige ingediende verzoekschriften.

Betreft het een collectief beroep, dan oordeelt de Raad op grond van het als laatste ingediende verzoekschrift, tenzij alle verzoekende partijen uitdrukkelijk en collectief aan de Raad en ten laatste ter terechtzitting, het verzoekschrift aanduiden op grond waarvan hij dient

requérantes sont réputées se désister des autres requêtes introduites. »

Art. 14. A l'article 39/69 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par les lois du 6 mai 2009 et du 29 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, 4°, les mots « ainsi que, lorsque de nouveaux éléments, au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4 sont invoqués, selon lesquels il existe, en ce qui le concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention internationale sur le statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, ou un risque réel d'atteinte grave comme visé à l'article 48/4, les raisons pour lesquelles ces éléments n'ont pas pu être communiqués en temps utile au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides » sont abrogés;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 3, 2°, le mot « six » est remplacé par le mot « quatre »;

3° le § 1^{er}, alinéa 3, est complété par un 7°, rédigé comme suit :

« 7° les requêtes introduites par une partie assistée d'un avocat, dont aucune copie n'a été envoyée par courrier électronique et selon les modalités fixées par un arrêté royal. »;

4° dans le § 1^{er}, alinéa 4, le chiffre « , 7° » est inséré entre les mots « l'alinéa 3, 1°, 2°, 4°, 5°, 6° » et les mots « le greffier en chef »;

5° dans le § 1^{er}, il est inséré un alinéa 7, rédigé comme suit :

« Sauf dans le cas où une autre adresse en Belgique est indiquée expressément comme domicile élu, la première adresse en Belgique mentionnée dans la requête est censée être le domicile élu au sens du § 1^{er}, alinéa 2, 2°. »;

6° dans le § 2, les mots « à l'article 74/8 » sont remplacés par les mots « aux articles 74/8 et 74/9 ».

Art. 15. Dans l'article 39/71 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par les lois du 6 mai 2009 et du 29 décembre 2010, les mots « , au ministre ou à son délégué » et les mots « et au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides » sont abrogés.

Art. 16. Dans l'article 39/72, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 23 décembre 2009, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La partie défenderesse transmet le dossier administratif au greffier dans les huit jours suivant la notification de recours. Elle peut joindre une note d'observation au plus tard avec le dossier administratif, à moins qu'avant l'expiration du délai de huit jours précité, elle n'informe le greffe qu'elle communiquera cette note dans les quinze jours suivant la notification de recours.

Si la note d'observation originale est introduite par lettre recommandée ou par porteur contre accusé de réception, une copie de celle-ci est, sous peine d'irrecevabilité de la note d'observation, envoyée dans le même délai par courrier électronique et ceci, selon les modalités fixées par un arrêté royal. »

Art. 17. Dans l'article 39/73, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et remplacé par la loi du 29 décembre 2010, les mots « le désistement d'instance ou le bien fondé du recours est constaté » sont remplacés par les mots « le recours est suivi ou rejeté ».

Art. 18. Dans l'article 39/76 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par les lois du 6 mai 2009 et du 29 décembre 2010, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le président de chambre saisi ou le juge au contentieux des étrangers désigné examine toujours s'il peut confirmer ou réformer la décision attaquée. Il peut à cet effet se fonder en particulier sur les critères d'appréciation déterminés dans l'article 57/6/1, alinéas 1^{er} à 3.

Les parties peuvent lui communiquer des éléments nouveaux jusqu'à la clôture des débats par le biais d'une note complémentaire. Sans préjudice de l'interdiction visée à l'article 39/60, la note complémentaire se limite à ces éléments nouveaux, sous peine d'écartement des débats pour le surplus. Les éléments nouveaux qui ne sont pas repris dans la note complémentaire sont écartés d'office des débats.

Si le président de chambre saisi ou le juge désigné estime que les éléments nouveaux invoqués par la partie requérante ou intervenante augmentent de manière significative la probabilité que l'étranger remplisse les conditions requises pour la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou pour la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, et si, en outre, il constate de manière cumulative

te oordelen. De verzoekende partijen worden geacht afstand te doen van de overige ingediende verzoekschriften. »

Art. 14. In artikel 39/69 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wetten van 6 mei 2009 en 29 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, 4° worden de woorden « en tevens, wanneer nieuwe gegevens als bepaald in artikel 39/76, § 1, vierde lid worden aangebracht, dat er, wat hem betreft, ernstige aanwijzingen bestaan van een gegronde vrees voor vervolging in de zin van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, of dat hij een reëel risico zou lopen op ernstige schade zoals bepaald in artikel 48/4, de redenen waarom deze niet op het gepaste ogenblik aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen konden meegedeeld worden » opgeheven;

2° in § 1, derde lid, 2°, wordt het woord « zes » vervangen door het woord « vier »;

3° paragraaf 1, derde lid, wordt aangevuld met een 7°, luidende :

« 7° verzoekschriften ingediend door een partij die wordt bijgestaan door een advocaat, waarvan geen afschrift per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze werd overgezonden. »;

4° in § 1, vierde lid, wordt het cijfer « , 7 » ingevoegd tussen de woorden « het derde lid, 1°, 2°, 4°, 5°, 6° » en de woorden « richt de hoofdgriffier »;

5° in § 1 wordt een zevende lid ingevoegd, luidende :

« Behoudens in het geval een ander adres in België uitdrukkelijk als gekozen woonplaats wordt aangeduid, wordt het in het verzoekschrift eerst vermeldde adres in België geacht de gekozen woonplaats, in de zin van § 1, tweede lid, 2°, te zijn. »;

6° in § 2 worden de woorden « artikel 74/8 » vervangen door de woorden « de artikelen 74/8 en 74/9 ».

Art. 15. In artikel 39/71 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wetten van 6 mei 2009 en 29 december 2010 worden de woorden « , aan de minister of zijn gemachtigde » en de woorden « en aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen » opgeheven.

Art. 16. In artikel 39/72 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wet van 23 december 2009, wordt § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. De verwerende partij bezorgt de griffier binnen acht dagen na de kennisgeving van het beroep, het administratief dossier. Ten laatste bij dit administratief dossier kan zij een nota met opmerkingen voegen, tenzij ze voor het verstrijken van de voornoemde termijn van acht dagen, de griffie in kennis stelt van het feit dat ze deze nota zal mededelen binnen vijftien dagen na de kennisgeving van het beroep.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de nota met opmerkingen wordt, indien de originele nota is ingediend bij aangetekende brief of per bode met ontvangstbewijs, binnen dezelfde termijn een afschrift ervan per elektronische post en dit op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze overgezonden. »

Art. 17. In artikel 39/73, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en vervangen bij de wet van 29 december 2010 worden de woorden « de afstand van het geding of de gegrondheid van het beroep vastgesteld » vervangen door de woorden « het beroep ingewilligd of verworpen ».

Art. 18. In artikel 39/76 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wetten van 6 mei 2009 en 29 december 2010, wordt § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. De geëdieerde kamervoorzitter of de aangewezen rechter in vreemdelingenzaken onderzoekt steeds of hij de bestreden beslissing kan bevestigen of hervormen. Hij kan zich hierbij inzonderheid steunen op de beoordelingsgronden bepaald in artikel 57/6/1, eerste tot derde lid.

De partijen kunnen hem tot de sluiting der debatten door middel van een aanvullende nota nieuwe elementen ter kennis brengen. Onverminderd het in artikel 39/60 bedoelde verbod, beperkt de aanvullende nota zich tot deze nieuwe elementen, op straffe van het uit de debatten weren van de aanvullende nota wat het overige betreft. Niet in de aanvullende nota vervatte nieuwe elementen worden ambtshalve uit de debatten geweerd.

Indien de geëdieerde kamervoorzitter of de aangewezen rechter van oordeel is dat de door de verzoekende of tussenkomende partij aangebrachte nieuwe elementen de kans aanzienlijk groter maken dat de vreemdeling in aanmerking komt voor de erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of voor de subsidiaire bescherming, in de zin van artikel 48/4 en indien hij bovendien cumulatief vaststelt dat hij

que, conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, il doit annuler la décision attaquée parce qu'il ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans mesures d'instruction complémentaires de ces éléments nouveaux, il ordonne au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, selon le cas, soit à l'audience, soit après l'audience par le biais d'une ordonnance succinctement motivée, d'examiner les éléments nouveaux qu'il indique et de lui transmettre un rapport écrit dans les huit jours, selon le cas, soit de l'audience, soit de la notification de l'ordonnance.

Si le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides renonce expressément à ce droit d'examen, ou si le rapport écrit visé à l'alinéa 3 n'est pas introduit ou l'est tardivement, la décision attaquée est annulée sans procédure ou audience ultérieures.

Si le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a déposé un rapport écrit dans le délai imparti, celui-ci est communiqué par le greffe à la partie requérante ou intervenante. Celle-ci introduit une note en réplique dans les huit jours de la notification de ce rapport.

Si la partie requérante ou intervenante omet d'introduire une note en réplique dans le délai de huit jours fixé à l'alinéa 5, elle est censée souscrire au point de vue adopté par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides dans son rapport.

Si le président de chambre saisi ou le juge désigné estime que les éléments nouveaux invoqués par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides augmentent de manière significative la probabilité de constater sans plus que l'étranger ne remplit pas les conditions requises pour la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou pour la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, il demande à la partie requérante ou intervenante, soit à l'audience, soit après l'audience par le biais d'une ordonnance succinctement motivée, de communiquer dans les huit jours ses observations concernant les éléments nouveaux qu'il indique et le point de vue du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides relatif à l'impact que ces éléments nouveaux ont sur la possibilité de reconnaissance ou de maintien de la qualité de réfugié ou du statut de protection subsidiaire.

Si la partie requérante ou intervenante omet d'introduire une note en réplique dans le délai de huit jours fixé à l'alinéa 7, elle est censée souscrire au point de vue adopté par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides dans sa note ou à l'audience concernant les éléments nouveaux indiqués.

Si le président de chambre saisi ou le juge désigné estime que les éléments nouveaux invoqués par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides augmentent de manière significative la probabilité que l'étranger remplisse les conditions requises pour la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou pour la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, et si, en outre, il constate de manière cumulative que, conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, il doit annuler la décision attaquée parce qu'il ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans mesures d'instruction complémentaires de ces éléments nouveaux, ce constat entraîne l'annulation d'office de la décision attaquée. »

Art. 19. Dans l'article 39/77, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, et § 3, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par les lois du 27 décembre 2006 et du 6 mai 2009, les mots « à l'article 74/8 » sont chaque fois remplacés par les mots « aux articles 74/8 et 74/9 ».

Art. 20. A l'article 39/78, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , sauf dans les cas prévus à l'article 51/4, § 3, » sont insérés entre les mots « étant entendu que » et les mots « les dispositions prévues »;

2° les mots « 4° en ce qui concerne l'invocation de nouveaux éléments, et » sont abrogés.

overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2°, de bestreden beslissing moet vernietigen omdat hij niet kan komen tot bevestiging of hervorming van de bestreden beslissing zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen van deze nieuwe elementen, dan beveelt hij, naargelang het geval, hetzij ter terechtzitting, hetzij na de terechtzitting middels een bondig gemotiveerde beschikking, de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een onderzoek te doen van de door hem aangewezen nieuwe elementen en hem daarover schriftelijk verslag te doen binnen acht dagen na, naargelang het geval, de terechtzitting of de kennisgeving van de beschikking.

Verzaakt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen uitdrukkelijk aan dit recht op onderzoek, of wordt het in het derde lid bedoelde schriftelijk verslag niet of laattijdig ingediend, dan wordt zonder verdere rechtspleging of terechtzitting, de bestreden beslissing vernietigd.

Indien de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen tijdig een schriftelijk verslag heeft neergelegd, dan wordt dit door de griffie ter kennis gebracht aan de verzoekende of tussenkomende partij. Deze dient een replieknota in binnen acht dagen na de kennisgeving van het verslag.

Indien de verzoekende of tussenkomende partij nalaat om binnen de in het vijfde lid bepaalde termijn van acht dagen een replieknota in te dienen, dan wordt zij geacht in te stemmen met het door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen in zijn verslag ingenomen standpunt.

Indien de geadieerde kamervoorzitter of de aangewezen rechter van oordeel is dat de door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen aangebrachte nieuwe elementen de kans aanzienlijk groter maken om zonder meer vast te stellen dat de vreemdeling niet in aanmerking komt voor de erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of voor de subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4, dan verzoekt hij, hetzij ter terechtzitting, hetzij na de terechtzitting middels een bondig gemotiveerde beschikking de verzoekende partij of de tussenkomende partij om binnen acht dagen haar bemerkings mee te delen inzake de door hem aangewezen nieuwe elementen en het standpunt van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen omtrent de weerslag die deze nieuwe elementen hebben op de mogelijkheid tot de toekenning of het behoud van de hoedanigheid van vluchteling of de subsidiaire beschermingsstatus.

Indien de verzoekende of tussenkomende partij nalaat om binnen de in het zevende lid bepaalde termijn van acht dagen een replieknota in te dienen, dan wordt zij geacht in te stemmen met het door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen in zijn nota of ter terechtzitting inzake de aangewezen nieuwe elementen ingenomen standpunt.

Indien de geadieerde kamervoorzitter of de aangewezen rechter van oordeel is dat de door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen aangebrachte nieuwe elementen de kans aanzienlijk groter maken dat de vreemdeling in aanmerking komt voor de erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of voor de subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 en indien hij bovendien cumulatief vaststelt dat hij overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° de bestreden beslissing moet vernietigen omdat hij niet kan komen tot bevestiging of hervorming van de bestreden beslissing zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen van deze nieuwe elementen, dan leidt deze vaststelling tot de vernietiging van rechtswege van de bestreden beslissing. »

Art. 19. In artikel 39/77, § 1, eerste en derde lid en in § 3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006 en 6 mei 2009, worden de woorden « artikel 74/8 » telkens vervangen door de woorden « de artikelen 74/8 en 74/9 ».

Art. 20. In artikel 39/78, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « , behoudens in de in artikel 51/4, § 3 voorziene gevallen, » worden ingevoegd tussen de woorden « met dien verstande dat » en de woorden « het bepaalde in »;

2° de woorden « 4° wat het aanvoeren van nieuwe gegevens betreft en » worden opgeheven.

Art. 21. A l'article 39/81 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et 57/6/1 » sont remplacés par les mots « , 57/6/1, 57/6/2 et 57/6/3 »;

2° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Si la note d'observation originale est introduite par lettre recommandée ou par porteur contre accusé de réception, une copie de celle-ci est, sous peine d'irrecevabilité de la note d'observation, envoyée dans le même délai par courrier électronique et selon les modalités fixées par un arrêté royal. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 7 et 8 :

Sous peine d'irrecevabilité du mémoire de synthèse et si la partie requérante est assistée par un avocat, une copie du mémoire de synthèse est envoyée dans le délai prévu à l'alinéa 5 par courrier électronique et selon les modalités prévues par un arrêté royal. Le greffe fait expressément mention de cette prescription sur la notification prévue à l'alinéa 3.

Art. 22. Dans l'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 les mots « cinq jours, sans que ce délai puisse être inférieur à trois jours ouvrables » sont remplacés par les mots « trois jours ouvrables, c'est-à-dire chaque jour sauf un samedi, un dimanche ou un jour férié légal ».

Art. 23. Dans l'article 39/83 de la même loi, rétabli par la loi du 6 mai 2009, les mots « cinq jours après la notification de la mesure, sans que ce délai puisse être inférieur à trois jours ouvrables » sont remplacés par les mots « trois jours ouvrables, c'est-à-dire chaque jour sauf un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, après la notification de la mesure ».

Art. 24. Dans l'article 39/85, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les mots « contre cette mesure et à condition que cette demande ait été inscrite au rôle » sont insérés entre les mots « qui a déjà introduit une demande de suspension » et le mot « , peut, ».

Art. 25. L'article 51/8, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1993 et modifié par la loi du 15 septembre 2006, est abrogé.

CHAPITRE 3. — Modifications de la loi 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (ii)

Art. 26. Dans l'article 112, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II), les mots « dont le Conseil du Contentieux des étrangers peut connaître sur la base de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. » sont remplacés par les mots « qui sont dirigés contre les décisions qui ont été prises en application des dispositions du titre II, chapitre II, sections 1 et 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et pour lesquelles le Conseil du Contentieux des Étrangers est compétent en vertu de l'article 39/1 de la même loi. »

CHAPITRE 4. — Entrée en vigueur et dispositions transitoires

Art. 27. Les articles 14, 3° et 4°, 16, 2°, et 21, 2° et 3°, entrent en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit le mois de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 28. Les articles 8, 18 et 22 sont applicables aux recours pour lesquels, à la date d'entrée en vigueur de ces dispositions, l'ordonnance de fixation d'audience n'a pas encore été notifiée.

Les articles 16 et 21, 2°, sont applicables aux recours pour lesquels le greffe n'a pas encore envoyé une copie du recours à la partie défenderesse.

Art. 21. In artikel 39/81 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 31 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en 57/6/1 » worden vervangen door de woorden « , 57/6/1, 57/6/2 en 57/6/3 »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de nota met opmerkingen wordt, indien de originele nota is ingediend bij aangetekende brief of per bode met ontvangstbewijs, binnen dezelfde termijn een afschrift ervan per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze overgezonden. »;

3° er wordt tussen het zevende en het achtste lid een lid ingevoegd, luidende :

Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de synthesememorie en indien de verzoekende partij wordt bijgestaan door een advocaat, wordt binnen de in het vijfde lid bepaalde termijn om een synthesememorie in te dienen, een afschrift ervan per elektronische post en op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze overgezonden. De griffie maakt uitdrukkelijk melding van dit voorschrift op de in het derde lid bedoelde kennisgeving.

Art. 22. In artikel 39/82, § 4, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 worden de woorden « vijf dagen, zonder dat dit minder dan drie werkdagen mag bedragen » vervangen door de woorden « drie werkdagen zijnde iedere dag behalve een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag ».

Art. 23. In artikel 39/83, van dezelfde wet, hersteld bij de wet van 6 mei 2009, worden de woorden « vijf dagen, zonder dat dit minder dan drie werkdagen mag bedragen » vervangen door de woorden « drie werkdagen zijnde iedere dag behalve een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag ».

Art. 24. In artikel 39/85, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de woorden « tegen deze maatregel en op voorwaarde dat deze vordering werd ingeschreven op de rol » ingevoegd tussen de woorden « die reeds een vordering tot schorsing heeft ingediend » en de woorden « en voor zover de Raad ».

Art. 25. Artikel 51/8, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993 en gewijzigd bij de wet van 15 september 2006, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — Wijziging van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (II)

Art. 26. In artikel 112, eerste lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (II) worden de woorden « waarvan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen op grond van artikel 39/2, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen kennis kan nemen. » vervangen door de woorden « , die zijn gericht tegen de beslissingen die werden genomen met toepassing van de bepalingen van titel II, hoofdstuk II, afdelingen 1 en 2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en waarvoor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen krachtens artikel 39/1 van dezelfde wet bevoegd is. »

HOOFDSTUK 4. — Inwerkingtredeings- en overgangsbepalingen

Art. 27. De artikelen 14, 3° en 4°, 16, 2° en 21, 2° en 3°, treden in werking op de eerste dag van de zesde maand die volgt na de maand van bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 28. De artikelen 8, 18 en 22 zijn van toepassing op de beroepen waarin op de datum van de inwerkingtreding ervan, de beschikking waarbij de rechtsdag wordt bepaald, nog niet is betekend.

De artikelen 16 en 21, 2° zijn van toepassing op de beroepen waarin de griffie nog geen afschrift van het beroep aan de verwerende partij heeft verzonden.

Les articles 14, 6°, 19, 22 et 23 sont d'application pour les décisions attaquées qui ont été notifiées après leur entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
à l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté

Mme M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants*

Doc 53 2556/(2012/2013)

001 : Projet de loi.

002 : Amendements.

003 : Rapport.

004 : Texte adopté par la commission.

005 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi : Compte rendu intégral : 28 février 2013.

Documents du Sénat

5-2000 – 2012/2013

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 25 avril 2013.

De artikelen 14, 6°, 19, 22 en 23 zijn van toepassing op de bestreden beslissingen die na hun inwerkingtreding worden betekend.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris van Asiel en Migratie,
Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding

Mevr. M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers*

Doc 53 2556/(2012/2013)

001 : Wetsontwerp.

002 : Amendementen.

003 : Verslag.

004 : Tekst aangenomen door de commissie.

005 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook : Integraal verslag : 28 februari 2013.

Stukken van de Senaat

5-2000 – 2012/2013

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 25 april 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00536]

8 MAI 2013. — *Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (1)*

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement :

— la Directive 2005/85/CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres;

— la Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte);

— la Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00536]

8 MEI 2013. — *Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijke welzijn (1)*

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van :

— de Richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus;

— de Richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking);

— de Richtlijn 2003/9/EG van de Raad van 27 januari 2003 tot vaststelling van minimumnormen voor de opvang van asielzoekers in de lidstaten.